

PETER HANDLEY

Chef de l'unité Industries à forte intensité énergétique et matières premières auprès de la direction générale de la croissance de la Commission européenne

Arnaud Breuillac, conseiller principal du président-directeur général de TotalEnergies

Peter, vous avez la parole.

Peter Handley

Merci. Je commencerai par l'électricité, car, admettons-le, nous avons un problème. En ce moment, en Europe, les prix de l'énergie sont très élevés. Le Conseil européen doit en discuter la semaine prochaine et la Commission présentera un document. C'est une situation très inquiétante. Il est également inquiétant qu'elle n'ait pas été mieux anticipée. Vous avez donc tout à fait raison à cet égard. Le prix du gaz a été multiplié par trois et le système électrique est bien sûr basé sur la tarification marginale de ce qui est le plus cher dans le système, c'est-à-dire, de façon générale, les combustibles fossiles. D'autres facteurs sont intervenus, comme le fait que la Russie se soit volontairement limitée à ses obligations contractuelles, la diminution de la capacité de stockage alors que celle-ci devrait normalement augmenter et la défaillance d'une interconnexion électrique entre le Royaume-Uni et le continent européen.

Cette situation affecte les ménages et l'industrie. À titre d'exemple, de grandes parties du secteur des engrais arrêtent leur production en raison des prix élevés du gaz. Ils ne produisent plus d'ammoniac, ce qui pourrait entraîner une pénurie d'engrais pour les agriculteurs au printemps prochain. En outre, ils ne produisent plus le CO₂ industriel nécessaire aux abattoirs, à la chaîne de production alimentaire, au transport des vaccins, etc. La chaîne d'approvisionnement est donc très perturbée, et ce phénomène n'est pas propre à l'Europe.

Ce n'est pas dû au prix du CO₂. Ce n'est pas dû à la conception du marché. C'est également le cas en Chine. Le prix du charbon a augmenté de 56 % cette année en Chine et les autorités chinoises viennent de réduire à 40 % environ les industries à forte consommation d'énergie du pays pour éviter les pénuries. L'une des industries qui ont ainsi été arrêtées sans préavis est celle du magnésium. Conséquence, il y a deux jours à peine, les responsables du secteur européen de l'aluminium ont déclaré : « Nous avons un stock de magnésium de six à huit semaines. Si les Chinois ne recommencent pas à produire, nous ne pourrions pas produire d'aluminium pour le secteur automobile ». Il s'agit donc de l'impact d'un secteur sur un autre. Comme je l'ai dit, ce problème doit être discuté au Conseil européen.



Je ne vais pas parler longuement de la vision. Je pense que chacun ici a eu connaissance de la loi européenne sur le climat qui nous bloque, juridiquement parlant, sur les objectifs de 2030 et 2050. Nous avons déposé des propositions législatives et des programmes de financement pour la réalisation de ces objectifs. Je voudrais simplement souligner qu'il existe quelques bonnes nouvelles. Je pense que l'Europe a la capacité à mener à bien la transformation de son secteur industriel. C'est l'une des raisons pour lesquelles la politique industrielle fait partie intégrante du Pacte vert pour l'Europe. Dans deux semaines à peine, en Suède, Volvo sortira de sa chaîne de production le premier véhicule fabriqué à partir d'acier vert. Cet acier provient d'une usine pilote du nord de la Suède utilisant de l'hydrogène issu de sources renouvelables. Il s'agit du projet HYBRIT, une collaboration entre LKAB, Vattenfall et SSAB, avec à bord des consommateurs tels que Volvo : il faut un marché pour ces produits propres.

La plupart des secteurs utilisant beaucoup d'énergie, dont le secteur de l'acier, ont des projets prêts à être lancés. Mon équipe gère l'Alliance européenne pour un hydrogène propre, qui a pour mission de développer une solide série de projets d'hydrogène tout au long de la chaîne de valeur. Nous avons reçu plus de 1 000 projets que nous évaluons actuellement et que nous présenterons au Forum sur l'hydrogène en novembre. Nous sommes également en train de discuter avec la Banque européenne d'investissement pour voir comment financer ces projets, où la banque peut intervenir et où les fonds européens tels qu'InvestEU peuvent être déployés. Merci.